



Editorial : La Chine, habile joueur au tapis vert

Sommaire N° 30-31

du 26 septembre au 16 octobre 2016

Editorial

La Chine, habile joueur au tapis vert

Economie

La Chine change de banque

Economie

Le spectre des « firmes zombies »

Monde de l'entreprise

Michelin - Shanghai dans les étoiles

Aviation

Air France en Chine - cinquantenaire en zone de turbulence

Monde de l'entreprise

Fast-food américain - trois petits tours et puis s'en vont...

Société

Demain, le nouveau visa

Santé

Chine contre Zika - un à zéro

Petit Peuple

Dasheng (Chongqing) - Le baiser de la femme-araignée (2ème Partie)

Rendez-vous

Semaine du 26 septembre au 16 octobre 2016

Les semaines précédant la fête nationale du 1er octobre auront fait la part belle à la **diplomatie** chinoise. Devant l'AG des **Nations Unies** à New York, le Premier ministre **Li Keqiang** a réitéré son vieux refrain anti-protectionnisme : il s'agissait de protéger ses livraisons mondiales d'acier à vil prix, et d'accélérer les négociations autour des nouvelles « routes de la soie ». Surtout autour du **RCEP** (*Regional Comprehensive Economic Partnership* – alternative chinoise, rivale au TPP américain), future zone de libre-échange entre **Chine** et 15 pays de l'ASEAN, Inde, Japon, Corée, Australie et Nouvelle-Zélande – un projet ambitieux, mais difficile et que Pékin craint de voir s'enliser.

Li a néanmoins surpris par quelques concessions à l'Occident : il disait son pays prêt à soutenir de nouvelles sanctions à la **Corée du Nord** suite à son 5ème test nucléaire ; il promettait plus d'aide à l'ONU pour l'accueil de réfugiés-migrants ; et suggérait une attitude plus dynamique dans le règlement du conflit en **Syrie**...

Tous ces gestes résultent –c'est la Chine qui le dit– de la prise de conscience du danger à rester immobile face aux ferments de déstabilisation. Mais entre en ligne de compte également, le remplacement du Secrétaire général de l'ONU **Ban Ki-moon** en fin d'année. Dans le choix de son successeur, **Barack Obama** –lui aussi en fin de mandat– sera déterminant. Et la Chine, pour être « faiseur de roi » aux Nations Unies, doit montrer patte blanche face aux USA, ce que Li Keqiang a fait avec talent.

Pékin s'est gardé d'avancer un candidat chinois –c'est bien trop tôt et de plus, l'Asie vient d'avoir son tour avec Ban Ki-moon, sud-coréen. À la veille du scrutin, l'ONU est parcourue d'un tropisme féministe : cinq candidates sont en lice, de Bulgarie, Nouvelle-Zélande, Costa-Rica, Moldavie et Argentine. La Chine soutient une personnalité « neutre et crédible » : **Irina Bokova**, directrice

générale de l'UNESCO. La Bulgare offre le double attrait d'être citoyenne d'un pays de l'ex- bloc de l'Est et d'avoir étudié à Moscou—c'est une femme qui « connaît la musique » socialiste. En cas de succès, elle serait redevable de la Chine... Et avec le soutien putatif de Poutine, la voilà avec l'aval d'au moins deux membres permanents du Conseil de Sécurité sur cinq (Chine et Russie).

Autre affaire diplomatique qui semble sourire à Pékin, la gestion de la tension en **mer de Chine du Sud**, suite à la percée de l'APL en ces eaux à 2000km de ses côtes. Curieusement, les deux victimes potentielles semblent toutes deux faire volte-face, désamorçant leur propre système de défense. Après avoir mandé à Pékin, son Premier ministre **Nguyen Xuan Phuc**, le **Vietnam** reporte sa ratification de l'accord **TPP**. Ceci, quoique (ou bien, parce que) ce TPP entre 12 pays de la zone pacifique ait le potentiel d'isoler la Chine.

De son côté, aux **Philippines**, le Président **Rodrigo Duterte** interrompt les patrouilles conjointes avec la **US Navy** et fait mine, pour l'instant, de vouloir acheter des armes à la Chine. En tel cas bien sûr, ces armes ne pourraient plus viser l'Armée populaire de libération, mais plutôt les rebelles musulmans du sud du pays, sur l'île de Mindanao.

Aux deux petits voisins, **Xi Jinping** et ses diplomates tiennent un langage identique : « les intérêts communs transcendent nos divergences », et « nos rapports sont à un point de changement ». Les deux parties peuvent se rejoindre à mi-distance et régler le conflit à l'amiable. Et pour l'instant, les pays suivent. Mais qu'a donné la Chine en retour, pour leur faire renoncer à la défense de leurs intérêts maritimes ? Quelles assurances de compensation ? En tout cas, par rapport à 6 mois en arrière, l'alliance de résistance à la Chine sous l'ombrelle américaine, semble plus improbable que jamais.

Economie : La Chine change de banque



Sur la **conjoncture économique** chinoise, il est habituel de voir s'affronter les économistes. Aujourd'hui toutefois, les divergences se polarisent à un point inhabituel : L'étranger s'inquiète d'une reprise chinoise trop vitale, sans justification sur les fondamentaux et donc risquant de virer au crash. Mais la Chine des affaires elle, garde impavide son moral d'acier.

Premier inquiet : **George Soros**, copropriétaire du groupe **HNA**, fronce les sourcils devant l'envolée de l'endettement du pays : 28.000 milliards de \$ (autant que l'emprunt combiné des USA et du Japon) et 255% du PIB. Selon la formule de feu l'économiste **Hyman Minsky**, cela fait 107% de plus qu'en 2008. Les seuls consortia publics voient leur emprunt peser 171% du PIB de 2015, profitant des bas taux (1,1%) pour rééchelonner leurs dettes intérieures. Ici, se profile [le spectre des firmes zombies](#) qui dévorent les emprunts sans faire de profits. Elles pèseraient 10.000 milliards de \$, et leur dette à risque, 1300 milliards de \$.

Autre pessimiste, la **BIS** (*Bank of International Settlement*) calcule au 1er trimestre 2016 un ratio de dette à PIB de 30,1—presque 5 points de plus que 12 mois plus tôt. Mais pour ce haut lieu de la finance, tout dépassement d'un ratio de 10 fait entrer u-ne économie en zone de turbulences.

En face nonobstant, le marché fuse, surfant sur les bons chiffres de l'économie en août. La reprise est évidemment l'Etat — due à une décision politique de crédit, plus qu'au marché-même. Les consortia jouent la locomotive, ayant augmenté leurs investissements de 21,4%. Ceux de l'Etat se portent bien, à +12,7%. Lifté par le crédit à foison dans les banques, l'**immobilier** repart, +6,2% en valeur de 6,2% (succédant à + 1,2% en juillet), et

surtout + 25,5% en superficie : un stock d'invendus semble avoir été bradé à prix cassés.

Du coup, les cours de l'**acier** et du **charbon** se sont raffermis, et des mines et aciéries promises à la fermeture, reprennent du service !

Conséquence, pour ce 3ème trimestre, la **confiance** des industriels, telle que relevée par la Banque Centrale, remonte (+1,2% à 51,2%. Celle des banquiers suit (+2,8%) à 46,5%. Et les agences de notation qui prévoient début 2016 une hausse de PIB annuel de « 6,1% », révisent leur pronostic à **6,5%** voire **6,7%**.

Une autre raison de l'euphorie est la tendance des groupes profitant des taux effondrés, à **rembourser** leurs emprunts internationaux. Amorcé en 2014, le mouvement a causé une intense fuite des capitaux, obligeant la Banque Centrale à intervenir à plusieurs reprises. Mais suite au resserrement féroce du contrôle des changes, le niveau des réserves s'est stabilisé depuis janvier à 3200 milliards de \$. Entretemps, leur sortie massive a permis aux groupes de réduire d'un tiers leur dette extérieure.

Détail curieux: porté sans doute par des considérations politiques (*le climat incertain des relations Outre-Pacifique*), l'Etat chinois fait exactement l'inverse, et rembourse en juillet au fisc américain 22 milliards de \$ de bons du Trésor...

Une fois de plus les oubliés au festin sont les **groupes privés** qui, de janvier à août n'investissent que 2,1% de plus que 12 mois avant. Ceci, en dépit des offres du Conseil d'Etat d'associer le privé à ses projets en **PPP** (partenariats privés-publics). L'appel du Président **Xi Jinping** à faire des provinces des « éponges à épargne » privée, fait long feu...

S'inquiétant de cette passivité, Pékin dépêche ses enquêteurs dans 18 des 31 provinces pour en comprendre la raison. Mais les capitalistes privés n'en font pas mystère : les pouvoirs provinciaux font grise mine à ces ri-vaux de « leurs » groupes publics, et les banques ne financent pas.

De leur côté, ces opérateurs privés connaissent bien la vulnérabilité du tissu industriel national en surcapacité

chronique et aux profits aux abonnés absents. En moyenne, selon **Société Générale**, la marge de profit moyenne (tous secteurs confondus) a perdu un bon tiers cette année, à 7% : en cas de soucis, on risque le déficit ce que le privé (*faute de pouvoir compter comme le groupe public sur un dépannage par l'Etat*) ne peut pas se permettre. Aussi préfère-t-il attendre -ou bien, comme palliatif, investir à l'étranger : avec des majors comme **Wanda**, **Huawei** ou **HNA**, il rachète en 2015 pour 95,1 milliards de \$ d'actifs extérieurs, sur les 145,6 réalisés par la nation...

Mais au fait, d'où vient cette capacité euphorique des consortia publics à investir, faisant foire de leur surendettement ? Simplement du feu vert du Conseil d'Etat central aux provinces fin 2015, pour convertir une partie de leurs dettes bancaires en **obligations**. Exemple tout récent (20 septembre), **Sinosteel**, qui doit aux banques 8 milliards d'€, reçoit un quota de conversion de 3,6 milliards d'€ en bons : il éponge autant de dettes, et reçoit autant d'argent frais des ménages, à taux d'intérêt plus faible, et garanti par l'Etat.

L'Etat-lui-même s'est lancé en une frénésie de dépenses, dépassant de 594 milliards de ¥ ses recettes et déstockant (chiffre FMI) +10,1% en août, quoique ses recettes n'aient progressé que de 1,7%. Pour la plupart des économistes, c'est inéluctable, l'objectif de **déficit budgétaire** du gouvernement, de 3% pour cette année, ne pourra pas être tenu.

Et c'est à ce niveau des **subventions publiques**, que se situe la surprise de l'année, le tournant. À maintes reprises le 1er ministre **Li Keqiang** avait promis ne pas répéter l'erreur de 2008-2009, les 600 milliards de \$ offerts sur un plateau au secteur public, afflux d'argent sans conditions qui avait généré les surcapacités actuelles—un gaspillage massif.

Nonobstant, Li Keqiang a tenu parole : il n'y a pas eu de stimulus *direct*. En coulisse, l'Etat a changé de canal de distribution financier : sa manne ne va plus aux grandes banques commerciales mais aux **banques politiques**, **CDB** (*China Development Bank*), **Ex-ImBank**, **ADBC** (*Agricultural Development Bank of China*).

Ces trois sœurs ont reçu depuis janvier 509 milliards de \$ (*masse pantagruélique*) en levées d'obligations et en argent frais. Elles vont ventiler ces fonds, mais cette fois les yeux ouverts, via des *plans à thème, pluriannuels* : en *matériel ferroviaire, épargne de l'eau, environnement...* 450 milliards de \$ d'ici 2020 iront en *modernisation agricole*, pour renforcer la sécurité alimentaire, la coopération internationale et les semencières: [tel le rachat par Chemchina du suisse Syngenta](#), 43 milliards de \$.

De même, Pékin avance à l'Indonésie, peut-être à 30 ans, 75% des coûts de son [TGV Jakarta-Bandung](#) : à prix d'or, elle se fait plaisir, s'offrant la vitrine internationale de ses instruments de « *nouvelles routes de la soie* ». Or, une fois aux mains des bénéficiaires, ces fonds sont déposés dans les banques

commerciales : dès lors disponibles pour des prêts à court terme : le résultat est que les grandes banques, contrairement à l'an dernier, croulent sous le crédit.

Par ce mécanisme, la tutelle bancaire **CBRC** peut ordonner aux grandes banques de verser en 2016 « *au moins* » 67 milliards de \$ en équipements dans le **Henan**.

De même, dans le cadre d'un consortium, pour 7,3 milliards de \$, **CIC** rachète le **port de Melbourne**, 2^{ème} investissement étranger en Australie.

L'Etat finance (18 septembre) un plan de **R&D** en Chine du Nord, pour **Pékin-Tianjin-Hebei** la mégapole de 130 millions d'habitants : à Zhongguancun, Huairou, et Changping (Future City), doivent fleurir de nouvelles pépinières en recherche d'outils informatiques, nouveaux matériaux, biotechnologie et

autres.

Dans ce changement de filières d'octroi de l'argent public, le but de l'Etat est de recentraliser la finance, et de mieux contrôler son usage. Ce faisant, Xi Jinping viole sa promesse de 2012 de « *réduire l'emprise de l'Etat sur le marché* » : l'observateur **Fraser Howie** commente qu'« *une fois de plus, on voit l'Etat choisir les vainqueurs* ».

Mais ceci lui permet de mieux supprimer les gaspillages, et mieux atteindre sa priorité absolue du moment : forcer une réduction ordonnée de la croissance, tout en évitant les deux obstacles extrêmes de la « *flambée-rebond* » et de l'« *atterrissage dur* ».

À long terme, cette stratégie sera-t-elle payante, apportant à l'économie nationale des outils nouveaux pour une relance à long terme ? Réponse, d'ici deux à trois ans.

Economie : Le spectre des « **firmes zombies** »



De janvier à mai, 16.000 milliards de \$ d'actifs n'empêchaient pas les 150.000 firmes d'Etat de voir leurs profits chuter de 9,6% à 11,2 milliards de \$. Les firmes « **zombies** » pullulent, et représentent 10% des 2419 groupes cotés en bourse.

On les retrouve dans l'**acier**, l'**immobilier** et le **charbon**, au Dongbei (Liaoning), sur le plateau du Loess (Shanxi) la plaine du Nord (Hebei) et dans le bassin du Yangzi (Hunan).

Les **services** sont aussi touchés - un tiers de 4000 **centres commerciaux** est appelé à disparaître avant 2020, tandis

que 7000 autres auront surgi d'ici 2025. L'**automobile** aussi est surnuméraire, même dans ses métiers du futur : après les avoir fait naître par de grosses subventions, l'Etat veut passer un coup de torchon sur 95% des start-ups de l'**auto électrique**.

Pour aider la fermeture des firmes zombies, l'Etat multiplie les désignations de **tribunaux-experts**, telle la cour de Nanning qui dissout (12 septembre) la **Guangxi non-ferrous Metals**, incapable de rembourser un bon de 77 millions de \$ à 3 ans.

Pékin lance un fonds de 13 milliards de \$ dédié aux **licenciements** - une goutte d'eau face à la mer des besoins.

Et banques et structures de défaillance commencent à lever des obligations pour combler leurs mauvaises dettes prévisibles.

En face, les provinces résistent des 4 fers, soutenant leurs emplois à coup de secrètes subventions.

Pire : du fait de l'embellie actuelle des prix, certaines firmes zombies destinées à fermer, reprennent du collier : 74 mines reçoivent des rallonges de quotas « *pour peu que les cours se maintiennent durant deux semaines* ». En sidérurgie, 9 millions de tonnes de capacités nouvelles ont été ouvertes : dans ces conditions, l'Allemagne le dénonce d'avance, la Chine ne tiendra pas les « *45 millions de tonnes de fermetures* » promises pour 2016.

Seule nouvelle en demi-teinte : **Baosteel** et **Wuhan Steel** fusionnent, en un groupe n°2 mondial (*derrière ArcelorMittal*) - 60 millions de tonnes de capacité et 105 milliards de \$ d'actifs. Avec sa force de frappe, ce géant a les moyens financiers de fermer ses unités les plus obsolètes. Toute la question étant de savoir s'il en a la volonté.

Monde de l'entreprise : Michelin - Shanghai dans les étoiles



Le 21 septembre à Shanghai, les étoiles fiévreusement attendues n'étaient pas celles de l'étendard national, mais celles que décernait le **Guide Michelin**, pour la première fois dans l'histoire du pays. Avant de s'attaquer à la Chine continentale, **Bibendum** avait déjà fait escale dans 4 autres métropoles asiatiques, telles Tokyo (2007), Hong Kong et Macao (2008), et Singapour (2016).

C'est à présent au tour de la « *Paris de l'Orient* » de se voir enfin reconnaître l'art culinaire qui était le sien, 70 ans en arrière.

Avant 1949, sous l'influence des étrangers et de leurs concessions, Shanghai avait été la 5ème métropole mondiale, celle où soufflait la mode, le luxe, et la bonne chère. Pour Michael Ellis, le patron du Guide Michelin (米其林指南), la métropole du Yangtze est enthousiasmante, pour avoir « *été durant des décennies un carrefour économique et culturel mondial, créant une riche histoire, laquelle laisse sa trace aujourd'hui dans sa gastronomie* ».

Afin de préparer la sortie du guide, Michelin avait lancé dès mai ses comptes officiels sur les réseaux sociaux, Weibo (150.000 abonnés à ce jour) et WeChat.

Bien plus tôt, un an en arrière, l'équipe éditoriale avait recruté et formé ses inspecteurs locaux pendant six mois, avant de les lancer en visites anonymes à travers des centaines d'établissements, et répétées chaque fois par un agent différent.

Le résultat, le 21 septembre, a été un palmarès de 35 étoiles, de une à trois (le score maximal), attribuées à **26 établissements**, dont sept de gastronomies étrangères et 19 dédiés

à la chinoise. A ceci s'ajoutent 26 BIB Gourmand (*inspiré du célèbre « bibendum »*), récompensant des repas d'excellente qualité à moins de 200 yuans par couvert.



La palme du « trois étoiles » n'est revenue qu'à une seule adresse, le **Tang Court**, minuscule espace de 6 tables. Les « Michelin » suivaient déjà sa trace depuis Hong Kong, où sa maison-sœur était installée depuis des années. Les goûteurs ont apprécié la déclinaison très personnelle du bœuf Wagyu par le chef Justin Tan (cf photo), et son holothurie sautée « biologique ».

Parmi les sept « deux étoiles » figure le *Otto è mezzo Bombana* (clin d'œil au film *fétiche de Fellini*), d'une chaîne italienne en Asie. Lui aussi a été à l'évidence repéré depuis Hong Kong, où la maison-mère avait déjà remporté la distinction suprême des « trois étoiles ».

L'*Ultraviolet*, du Français Paul Pairet, sommité shanghaienne, a gagné ses deux étoiles, tant par l'originalité du cadre (*jets lumineux, musiques, fragrances*) que le menu unique à 3000¥ par personne. Tout comme Joël Robuchon, qui s'est déplacé pour recevoir ce prix pour son restaurant ouvert cette année. Robuchon est d'ailleurs aujourd'hui la toque Michelin la plus décorée au monde.

Plus surprenant, le *Canton 8* est aussi couronné d'un « deux étoiles ». Cet espace méridional, spécialisé dans le dim-sum (*ravioli translucide en pâte de riz*) et le porridge à la langouste, a des chances d'essaimer à travers l'Asie, comme l'ont déjà fait, une fois étoilés Michelin, le **Tim Ho Wan** de Hong Kong et le **Din Tai Fung** de Taiwan. Presque en larmes à la remise du prix, le chef Jian Jieming avouait n'avoir jamais pensé mériter cette distinction, « *même en rêve* », et concluait,

philosophe : « *l'essentiel, est que le client soit content. C'est lui le patron, et qu'il soit riche ou non, importe peu. Ce qu'on a primé chez moi, c'est une cuisine de bonne qualité, et bon marché* ». Et de fait, à 48 yuans le repas de deux plats, son *Canton 8* est le « deux étoiles » Michelin le moins cher au monde.

Avec seulement 35 étoiles, ce premier palmarès pour Shanghai est modeste - c'est près de dix fois moins que celui de Tokyo. Mais c'était voulu, pour éviter trop de fanfare, et peut-être les retours de flamme d'un public que l'équipe Michelin ne connaît pas encore bien. Elle a raison de se montrer prudente : sur les réseaux sociaux, détonnant avec les milliers d'internautes qui jubilent, une minorité cocardière conteste à ce juré « d'Occidentaux » le droit de détecter les talents chinois. « *Notre cuisine chinoise est un univers de famille, objecte Fuchsia Dunlop, la papesse britannique de la gastronomie chinoise, avec toujours un grand nombre de plats sur la table et que tous partagent, c'est ça le repas des Chinois : un étranger ne peut pas vraiment comprendre* ».

Ce à quoi Claire Dorland-Clauzel, autre membre du comité Michelin répond que « *nous sommes là pour célébrer la bonne cuisine partout sur Terre, et pas seulement française* ». Enfin, le petit Guide rouge veut accélérer sa découverte des trésors culinaires cachés à travers le Céleste Empire. Mais, admet Dorland-Clauzel, l'effort « *coûte très cher, nous perdons de l'argent sur chaque guide, et nous nous orientons vers un nouveau financement* »—le sponsoring.

En attendant, hors de Shanghai, bien d'autres chefs et soupirent avec envie, rêvant de la venue des Michelin dans leur ville, à leur table. Vu son prestige et les retombées qu'il peut avoir, le guide Michelin peut faire tourner les têtes... À Pékin, nombre de belles tables se préparent déjà à son arrivée, notamment prévue pour l'an prochain. Telle la vénérable et alsacienne *Brasserie Flo* qui, nous dit-on, vient de troquer son nom pour celui de *Maison Flo* - un titre supposément plus éligible, que celui d'une simple cuisine à choucroute et à bière...

Aviation : Air France en Chine - cinquantenaire en zone de turbulence



Le 8 septembre, le 1er transporteur européen historique vers la Chine, **Air France** fêtait ses 50 ans de vol sur Shanghai. Avec **KLM** l'autre pôle du groupe, il assure vers 9 villes 90 liaisons par semaine voire 132, avec les vols en *code share* de **China Southern**, **China Eastern** et **XiamenAir**. Or, voilà que ces partenaires réclament plus de **rotations** vers Paris, la destination-phare mondiale. Pour l'instant, AF et les transporteurs chinois se partagent 50 liaisons passagers et 18 cargo par semaine, sur base d'un contre un. Mais d'ici décembre, les tutelles aéronautiques des deux pays devront négocier des fréquences supplémentaires. Ceci, à condition qu'Air France puisse aligner le même nombre

d'appareils que la grande flotte chinoise, ce qui n'a rien d'évident. Il doit aussi renouveler sa flotte vieillissante et combler son retard sur le marché du **low-cost** face à des groupes tels **EasyJet** qui drainaient en 2015 l'essentiel des profits (jusqu'à 29% contre 1% à 2% pour les compagnies historiques).

Dans ce combat inégal, Air France se retrouve bien seule : les autres ailes tricolores, **Corsair** et **AigleAzur** ne sont pas intéressées – quoique cette dernière soit déjà propriété à 48% de **HNA (Hainan Airlines)**. Pire, à court terme, l'époque n'est pas favorable à une accélération des fréquences sur les lignes Europe-Chine : le trafic recule, sapé par le frein à la croissance chinoise, et surtout vers la France (-19% de janvier-juillet) du fait de la vague des attentats terroristes ayant frappé l'Hexagone. Mais dans un contexte de climat politique au beau fixe, le résultat de ces palabres a pourtant de grandes chances d'aboutir à plus de liaisons et par conséquent, plus de concurrence. Au même moment se dessine depuis

plusieurs années une recrudescence de l'intérêt chinois pour les **aéroports régionaux** européens. **Toulouse** est depuis décembre 2014 propriété à 49,9% d'investisseurs sino-canadiens, qui voudraient en faire un hub pour un trafic **low-cost** chinois d'avenir : Air France saura-t-il y trouver sa place ?

Preuve qu'un changement n'arrive jamais seul, **Lufthansa** l'éternel rival, bouclant deux ans de tractations, partage son marché avec son vieux partenaire **Air China** : sur les routes Europe-Chine (excepté Russie et Scandinavie), ils partageront revenus, destinations et multiplieront les *code shares*. La nouvelle alliance truste 39% du marché, et offrira une meilleure défense face à la percée des transporteurs du Golfe – **Emirates**, **Qatar**, **Etihad**. Or Air France à court terme, ne disposera de rien de comparable !

Toutes ces nouvelles laissent augurer un transport aérien français décidément en urgent besoin de se réinventer, face à la puissance financière de la Chine, et sa volonté de pénétration du marché du vieux continent.

Monde de l'entreprise : Fast-food américain - trois petits tours et puis s'en vont...



Yum! et **McDonald's** étaient entrés au même moment en Chine entre 1987 et 1990. D'ici décembre 2016, ils en sortiront ensemble, tant ces frères siamois ont le sort lié par des règles du jeu identiques en Chine.

Entre ses diverses marques (**KFC**, **Pizza Hut**, **Little Sheep** et **Taco Bell**), **Yum!** vendit en 2015 pour 8 milliards de \$ de pizzas et de poulet frit dans ses 7200 restaurants entre 1100 villes - 50% de son revenu planétaire. La marque aux arches d'or a moins d'œufs dans le panier chinois : 2200 filiales, y assurant 5% de son chiffre mondial. Ensemble, ils dominaient ce marché du fast-food chinois. Aujourd'hui, leurs affaires perdent de

leur superbe : -4% chez **Yum!**, et montant de la perte non-publiée chez **McDonald's**. Ceci arrive par la même raison qui fit leur succès : leur image s'est fanée au fil des années, et leur gamme de produits est difficile à faire évoluer. Ici, il faut accuser à la fois l'enrichissement social et l'apparition d'une redoutable concurrence fast-food chinoise ou nipponne. L'opinion n'est pas non plus prête à pardonner les faux-pas : en 2014, reprise dans la presse, **CCTV** a vilipendé les deux groupes (et d'autres, tous étrangers), révélant les viandes avariées qu'un grossiste local indélicat leur avait fourni... Ce scandale peut contribuer à expliquer pourquoi **Yum!** l'an passé, voyait son marché chuter de 39% à 24%, et **McDonald's** de 15,1% à 13,8%. Faisant leur bilan, leurs états-majors ont conclu que la tendance ne pouvait être inversée : la meilleure parade était de remettre le commerce—sans attendre.

Ils le font en suivant des voies différentes : **Yum!** veut « tout vendre » en bourse en novembre. Pour booster les prix et les

vocations, il s'est donné deux acheteurs stratégiques anticipés : les fonds locaux **Primavera**, de l'ex-patron de Goldman Sachs-Chi-na, et **Ant**, filiale d'Alibaba. Ils prennent pour 460 millions de \$ de parts. **McDonald's** lui, cède à de gros partenaires, en franchise pour 20 ans les 1500 restaurants qu'il avait encore en gestion directe—mais garde la propriété des locaux. Les candidats repreneurs sont nombreux, y compris **Beijing Capital Agribusiness**, et une alliance en **JV Carlyle-Citic**. La formule devrait plaire au pouvoir central chinois, qui voit à faveur de ces nouveaux montages, fortement reculer l'influence étrangère, tandis que le pays conserve l'outil et sa technologie alimentaire de masse.

Un autre point positif pour l'Etat sera la **taxation** : la vente de **McDonald's** devrait rapporter 2 et 3 milliards de \$, et celle de **Yum!**, jusqu'à 8 à 10 milliards, dont jusqu'à 50% pourrait tomber en l'escarcelle du fisc. Le reste sera partagé entre les actionnaires, et le redéploiement des deux groupes ailleurs en Asie.

Société : Demain, le nouveau visa



Une réforme de fond s'ébranle touchant aux statuts des Chinois comme des étrangers.

La mairie de **Pékin** vient d'abolir la classification de ses 2,9 millions de résidents entre « ruraux » ou « urbains » : d'ici fin 2017, il n'y aura plus sur le territoire de la capitale qu'une seule caisse de retraite, d'assurance sociale et qu'un seul tarif d'accès aux écoles.

Par ailleurs, le cadre des **visas de travail** pour étrangers va être refondu. Dès octobre, avec période transitoire jusqu'au 1er avril 2017, un seul type de

permis de travail sera délivré (« experts » y compris). Pour le renouvellement, les expatriés recevront une **note** selon une série de **critères** : salaire, diplôme, ancienneté de résidence, aisance en mandarin, âge et lieu de travail – ici, les points sont supérieurs dans les régions pauvres, pour encourager les départs vers celles-ci.

Résultat : 85 points = groupe « A » (*experts ou talents créatifs*), à encourager. 60 points = « B » (*secteurs prioritaires, management et ingénieurs*), à limiter. Moins de 60 = « C » (*basse qualification ou employés dans le secteur des services*), à restreindre !

Cette mesure marque le retour (après sa disparition dans les années '90) du permis de résidence (居留证 *jūliúzhèng*). A part sa valeur de pièce d'identité à travers le pays, ce document n'ouvre aucun droit nouveau au résident étranger. Il apparaît plutôt lié à la volonté de plus en plus transparente du pouvoir de mieux contrôler sa communauté étrangère, pourtant en pourcentage très

faible : selon Foreign HR, en 2015, en rajoutant 300.000 travailleurs illégaux sur visa de tourisme, aux 2 millions en situation légale, les étrangers représentent 0,17% de la population locale !

Néanmoins, à cette classification, bien des ombres demeurent : comment y situer les métiers ? Quelle note pour un cuisinier, un enseignant, un banquier ? Qu'advient-il aux travailleurs classés C, "à restreindre" ? Et si les « services » sont à « restreindre », comment satisfaire les besoins incompressibles de ce secteur en pleine croissance, nullement prête, selon bien des professionnels, à pouvoir se passer de l'expertise étrangère ?

En parallèle, ce système peut être en lien avec un mécanisme en cours de mise en place, visant à octroyer à chaque Chinois d'ici 2020, une « **note morale** » à partir de toutes les traces laissées par ce dernier sur internet, à la banque, à la police...

NB : Ce projet prolonge étrangement un rêve antique, taoïste d'évaluation de tout individu selon son comportement vertueux.

Santé : Chine contre Zika - un à zéro



Depuis l'apparition sur sol chinois du **virus Zika** en février dernier, l'administration chinoise s'est démenée : il y avait urgence, pour prévenir la diffusion endémique via les moustiques *aedes aegypti* et *aedes albopictus*, présents sur son sol.

Le Zika, qui en 2016 a déjà frappé 1,5 million de personnes de 70 pays, semble un mal bénin—une légère fièvre guérie en quelques jours. Mais il cache son jeu : transmissible par piqûre d'insectes ou contact sexuel, il serait cause de **microcéphalie** (*l'atrophie du cerveau*) chez les bébés nés de mères atteintes. Pire, on

ne lui connaît pas de remède...

Sans retard, dès février, 18 ministères et agences de l'Etat, sous la direction de la *Commission nationale de santé et du planning familial*, ont lancé 10 mesures d'urgence. Aux aéroports, les scanners thermiques ont repéré les passagers enfiévrés en provenance des Amériques et d'Asie du Sud-Est, surtout de Singapour, plaque tournante du Cône-Sud, où 329 cas ont été signalés, dont 30 Chinois – et 8 femmes enceintes. Une surveillance rapprochée a été orchestrée par les **CDC** (*Centres de Prévention épidémiologiques*) de 7 provinces à risque (*dont Hainan, Canton, Yunnan, Hebei, Shanxi et Shaanxi*).

Les zones à forte densité de peuplement, étangs, égouts et marécages, ont été fumigés pour détruire les foyers de moustiques – au prix d'une mortalité accrue des essaims d'abeilles. Dès mi-août toute importation aérienne, maritime ou terrestre devait être fumigée ou certifiée saine, sous peine de mise en quarantaine.

En fait, face à l'attaque, la Chine était prête, ayant retenu la leçon –à la dure– des vagues virales (*SRAS, grippe aviaire, porcine*) ayant balayé son sol depuis 2003. Ce qui explique qu'à la mi-septembre, le pays n'ait enregistré que 22 cas, tous contaminés à l'étranger, et tous guéris depuis. Et Pékin pouvait établir officiellement l'absence de propagation du virus sur son sol. Dès le 7 septembre, elle levait l'obligation de fumigation des importations – le virus Zika était sous contrôle !

De ce succès, le système de santé chinois reçoit une bonne part du mérite, fruit de 15 ans de prise de conscience de la nécessité d'investissement de coopération internationale sanitaire. Mais il faut ajouter que la Chine s'est vue aussi avantagée par sa position **géoclimatique** : le Zika n'aime rien de plus que les Tropiques, dont l'empire du Milieu est largement absent. Autrement dit, la Chine cette fois a eu de la chance – jusqu'à présent.

Petit Peuple : Dasheng (Chongqing) - Le baiser de la femme-araignée (2ème Partie)



Résumé de la 1ère partie : **Huang Lan**, épouse de **You Jiang**, chez sa belle-sœur **Ping** à Chongqing en quête d'un emploi , disparaît un 22 juin 2016, kidnappée...

Sur une affaire aussi choquante, la police de Chongqing réagit comme un éclair : après l'appel du mari, il ne fallut que trois-quarts d'heure à quatre limiers pour sonner à sa porte. En même temps, 6 autres arrivaient chez Ping.

Menés simultanément à chaque domicile, les interrogatoires du mari, des filles et de la belle-sœur durèrent plus de deux heures. Les inspecteurs se penchaient sur les moindres détails, les relations de la disparue, ses ennemis éventuels, ses habitudes, ses hobbies. À quoi rimait cette obsession d'un job en ville ? Leur curiosité n'avait pas de limites... Comment étaient-ils ensemble, elle et son mari -y avait-il entre eux une tension palpable ? À un certain stade, You Jiang eut la désagréable impression d'être suspect : par ses questions à brûle-pourpoint, l'inspecteur cherchait à le faire sortir de ses gonds, en un début d'aveu de culpabilité...

Pendant ce temps, d'autres agents tentaient d'appeler la disparue sur son téléphone—ce qui aurait permis de la géolocaliser. Mais l'appareil batterie probablement enlevée, ne répondait plus.

La nuit, le père et ses filles eurent plus de chance : le portable se remit à sonner—et l'on décrocha. Mais à chaque appel, la communication resta muette, ne transmettant qu'un souffle fluët qu'ils croyaient bien reconnaître. « *Des larmes dans la voix* » (苦苦哀求, kǔkǔ'āiqiú), père et filles suppliaient à tour de rôle les

bandits de laisser Huang Lan rejoindre les siens.

Le lendemain matin, voyant que l'enquête piétinait, le quartier général de la police lança 19 agents de plus sur l'affaire. Pour espérer la retrouver avant que les pistes ne se refroidissent, et encore vivante, il fallait mettre tous les moyens en branle.

Grâce à la coopération de la compagnie téléphonique, ils épilchèrent les appels passés par Huang les jours et heures précédant sa disparition : ils furent le fil d'Ariane pour suivre son périple auprès des emplois où elle avait postulé.

Une autre équipe ratissa les quartiers du couple et de la belle-sœur. Les policiers faisaient du porte-à-porte, photos de Huang en main, mais aussi protégés par des gilets pare-balles et ayant libéré le baudrier du revolver, prêts à réagir en cas d'agression d'un ravisseur dos au mur et déterminé à défendre sa peau.

Après 30 heures, ce travail de taupe finit par porter ses fruits - nouvelle piste. Les agents étaient tombés en arrêt sur le nom de Chen, l'ex-mari de Ping, qui justement habitait Changshou, la zone dénoncée par Huang au téléphone comme celle où elle était prisonnière. Son employeur, une compagnie minière privée, annonçait son absence depuis 8 jours, pour maladie... On fonça donc chez lui, fruste logis. En vain, on avait sonné, avant de forcer l'huis, sans trouver âme qui vive - chou blanc, une fois encore !

Huang aurait pu être serrée dans une des galeries abandonnées de la mine - accompagnés de chiens humeurs, les agents descendirent dans les souterrains. Toujours sans succès...

Cependant, retournant vers la ville, quelle ne fut leur surprise de rencontrer dans la rue la disparue, fraîche et pimpante, qui leur faisait un signe joyeux— sa disparition prenait fin !

Effrontément, Huang fit mine de s'émerveiller de l'agitation autour d'elle. Quel était le problème ? Elle ne cherchait qu'à rentrer à la maison !

Cachant mal l'exaspération, le lieutenant entama avec elle un interrogatoire courtois, mais ferme. Vite, il constata que tout avait été simulé : Huang Lan avait bidonné son enlèvement !

Quand elle était partie chez sa belle-sœur pour chercher du travail, elle était sincère, mais avait lourdement sous-estimé la difficulté. Dix jours lui avaient suffi pour perdre tout espoir, et se persuader que l'emploi qu'elle visait n'existait pas. Tous les recruteurs, à peine poliment et beaucoup trop vite, lui avaient signifié qu'elle ne faisait pas l'affaire.

Le matin du 22 juin, en sortant de chez Ping, elle lui avait évoqué une série d'entretiens purement imaginaires – elle ne cherchait plus qu'à sauver la face.

Mais comment retourner chez elle ? Pour gagner du temps, elle avait simulé ce faux kidnapping. Elle s'était réfugiée chez Chen, sans rien lui dire de ses ennuis, ni de ce qu'elle tramait. L'ex-beau-frère l'avait acceptée chez lui sans la moindre question.

Quand elle avait appelé son mari, un linge sur le combiné pour maquiller sa voix, elle avait goûté avec délice son angoisse, la peur de la perdre. Cet amour la revalorisait. Dès lors, elle tenait le scénario romantique de son retour au bercail : toute cette aventure n'était qu'un jeu de piste sur une carte du tendre. Mari et filles, police et famille marcheraient ensemble, pas à pas vers sa cachette. Différentes étapes se succéderaient, convergeant vers le cœur de la toile dont elle était l'araignée, et dont elle secrétait le fil...

Quoique émouvant, ce récit, loin d'obtenir l'effet escompté, fit monter chez l'officier la moutarde au nez. L'élite de la police criminelle chinoise avait d'autres choses affaires que de se faire mener en bateau par une femme en crise existentielle. En vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés, il adjugea à l'affabulatrice 10 jours de prison ferme, histoire de lui apprendre qu'en République populaire, on ne badine pas avec les forces de la loi !

Rendez-vous : Semaine du 26 septembre au 16 octobre 2016



26-28 septembre, Canton, POWER Expo, Salon international du génie électrique et de l'électrotechnique

26-28 septembre, Shanghai, CITEXPO, Salon international du pneu

26-29 septembre, Shanghai : Fastener Show, Salon international de la fixation

du tube et des tuyaux

26-29 septembre, Shanghai : Wire China, Salon international du câble et du fil

27-29 septembre, Pékin : Automotive Testing Expo China, Salon du test, de l'évaluation et de l'ingénierie de la qualité dans les composants automobiles



27-29 septembre, Pékin : COS + H, Salon de la sécurité des lieux d'occupation et de la santé

10-12 octobre, Shanghai : Analytica China, Salon international de l'analyse, des biotechnologies, du diagnostic, et des technologies de laboratoire

10-12 octobre, Shanghai : CICE, Salon international de l'industrie du cuivre

10-12 octobre, Shanghai : CIHTE, Salon international de l'industrie du traitement thermique

10-12 octobre, Shanghai : CINME, Salon international de l'industrie des métaux non ferreux



10-12 octobre, Shanghai : TIEXPO, Salon international de l'industrie du titane

11-13 octobre, Shanghai : CHIC, Salon international de la Mode, de l'habillement et des accessoires

11-13 octobre, Shanghai : INTERTEXTILE, Salon international professionnel des tissus d'habillement et des accessoires

12-14 octobre, Shanghai : CINTETechTextil, Salon international et Conférence sur les textiles non-tissés

13-15 octobre, Zhuhai, IPrint 3 D Expo, Salon de l'impression en 3D



15 octobre - 4 novembre, Canton : CANTON FAIR, Foire de Canton



26-29 septembre, Shanghai : Tube China, Salon international des industries